

[Text]

Mr. Wilson: On the tax system, they have taken provisions up to 65% in some cases, full provision in the case of one bank, on all their loans except for the Mexican ones. We have provided a tax benefit only on a portion of those provisions. So they have taken more provisioning than the tax system provides for.

Ms Hunter (Saanich—Gulf Islands): I think it is not only implied in the structural adjustment policies, it is recommended that if structural adjustment is imposed on a country it also be followed up with increased overseas development assistance. If a country does adopt structural adjustment policies in order to get its own house in order, that should be encouraged. I wonder if you have any examples of that actually happening.

My figures have it that with the ODA freeze there is \$160 million less in ODA this year and next year it will be \$190 million. We are squeezing people by imposing structural adjustment, but we are not giving them the means by which they can prime the pumps of their own economies.

Mr. Wilson: Let me make one final point regarding Mr. Axworthy's question. The banks themselves are continuing to make trade financing available and in some instances they have made loans on commercial projects. But they are not making new money available on sovereign loans. That is more traditional bank financing, and they are continuing to do that.

On the question of structural adjustment, one of the conditions of any of these loans from the international financial institutions is to provide continuing financing. If they do not embark upon structural adjustment policy, making changes in their exchange rate policy or interest rate policy or getting their fiscal deficits down or whatever, then the moneys are not forthcoming. But if they make those adjustments the moneys are forthcoming.

You referred to our overseas aid program. It is going up this year by 5% and it will go up another 5% next year. So it is not a freeze. I wanted to correct what you said there. As I indicated in my opening remarks, we are still number two of the major industrialized countries as a percentage of national income, so I think that demonstrates the ongoing nature of our programs. We try to take into account the commitment of the country in following adjustment policies when we decide on aid budgets, but that is not, as far as I am aware. . . You should put that same question to Madam Landry and Mr. Clark. I do not think that is an absolute condition, but it is something that is very much taken into account in deciding what the aid flow should be.

[Translation]

M. Wilson: Pour ce qui est du régime fiscal, certaines ont établi des prévisions pour pertes sur prêts de 65 p. 100, 100 p. 100 dans un cas, pour tous leurs prêts, excepté les prêts au Mexique. Et nous n'avons accordé un avantage fiscal que pour une partie de ces provisions. Elles ont établi des provisions au-delà de ce qui était prévu dans le régime fiscal.

Mme Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Ce n'est pas seulement sous-entendu. Il est recommandé comme tel que si des ajustements structurels sont imposés à un pays, ce pays doit recevoir une aide au développement accrue. Si un pays prend la peine d'adopter des mesures d'ajustement structurel pour mettre de l'ordre dans ses affaires, il doit être encouragé. Je me demande si c'est le cas actuellement et si vous avez des exemples.

Mes chiffres indiquent qu'avec le gel de l'aide publique au développement, il y a 160 millions de dollars de moins à ce titre cette année, et il y en aura 190 millions de moins l'année prochaine. D'une part nous imposons des sacrifices aux gens en les forçant à adopter des mesures d'ajustement structurel, d'autre part nous ne leur donnons pas les moyens d'activer leurs économies.

M. Wilson: J'aimerais ajouter encore un point au sujet de la question de M. Axworthy. Les banques elles-mêmes continuent d'offrir des prêts commerciaux et, dans certains cas, financent des projets commerciaux. Ce qu'elles ne font plus, c'est injecter de nouveaux fonds sous forme de prêts à risque souverain. Elles poursuivent leur activité traditionnelle.

En ce qui concerne les ajustements structurels, ils sont une condition du maintien des prêts par les institutions financières internationales. Si les pays n'appliquent pas de politique d'ajustement structurel, s'ils n'apportent pas de changements à leur politique de taux de change, de taux d'intérêt, s'ils ne réduisent pas leur déficit, et tout le reste, le robinet se ferme. S'ils acceptent d'apporter les ajustements nécessaires, les fonds sont consentis.

Vous avez parlé de notre programme d'aide à l'étranger. Il est haussé de 5 p. 100 cette année et il le sera de 5 p. 100 l'an prochain. Il n'y a donc pas de gel. Je tiens à apporter cette précision. Comme je l'ai indiqué dans ma déclaration préliminaire, nous venons encore au deuxième rang des principaux pays industrialisés pour ce qui est du pourcentage du revenu national. C'est la preuve que nos programmes sont sérieux. Nous essayons de tenir compte de la volonté des pays d'adopter des politiques d'ajustement lorsque nous établissons nos budgets d'aide, mais à ma connaissance, ce n'est pas. . . Vous devriez poser la même question à M^{me} Landry et à M. Clark. Ce n'est pas une condition absolue. C'est simplement un des facteurs qui nous aident à déterminer le niveau de l'aide.